



Communiqué de presse n° 2

Sujet	Albert Studer n'est plus dans le groupe parlementaire « Alliance centre gauche » (ACG)
pour des précisions	Albert Studer, député pvl au Grand Conseil, 079 376 0117 Eric Demierre, co-président, Mobile 079 301 5544 Daniel Wismer, Co-Präsident, Mobile 079 522 7786
expéditeur	Parti Vert-Libéral du canton de Fribourg Case Postale 1203, 1701 Fribourg Email fr@grunliberale.ch www.fr.grunliberale.ch www.vertsliberaux.ch
date	16 juin 2009

Albert Studer a décidé de se retirer de l'Alliance centre gauche (ACG). Il s'agit de sa propre décision et il a le soutien des verts libéraux de Fribourg.

Albert Studer a été élu au Grand Conseil en 2003 en tant que membre du *Freie Liste Sense*, et a été réélu avec succès au Grand Conseil en 2006.

En mai 2009, il a rejoint le Parti Vert-Libéral fribourgeois nouvellement fondé et est aujourd'hui une pierre angulaire de ce nouveau parti.

La décision de se retirer de l'ACG a été prise lors de la dernière réunion du groupe parlementaire car ce dernier voulait lui imposer des conditions. Ceci était incompatible avec sa ligne politique claire. Depuis hier, notre député n'est plus dans ce groupe parlementaire.

Le Parti Vert-Libéral ne veut pas se limiter au schéma gauche-droite aujourd'hui dépassé, mais s'engage pour des solutions pertinentes pour la durabilité.

Notre parti veut prendre en considération les problèmes de notre société de la manière la plus complète possible et en trouvant le meilleur équilibre entre ces trois composantes qui sont souvent difficiles à concilier. Cette approche est cependant nécessaire mais pas suffisante.

En effet, nos décisions politiques doivent être « durables ». Si ce terme est souvent utilisé à tort et à travers, il signifie pour nous que les solutions politiques choisies doivent tenir compte du futur à court, moyen et long terme. Cela veut dire entre autre que nous ne devons pas faire payer notre facilité aux générations futures, que ce soit par exemple par de la pollution, un manque de ressources, des prestations sociales devenues inaccessibles ou insupportables, ou des dettes trop importantes.

Enfin, nous estimons que l'approche libérale est l'approche la plus efficace pour faire évoluer notre société dans la bonne direction, lorsque des conditions cadres précises ont été définies par l'Etat.